

Unité départementale de la Marne
Parc Technologique Henri Farman
10 rue Clément Ader
51100 Reims

Reims, le 22/06/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/06/2023

Contexte et constats

Publié sur 

FORBO SARLINO

63 RUE GOSSET
BP 62717
51100 Reims

Références : D1 i 2023-434
Code AIOT : 0005701489

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/06/2023 dans l'établissement FORBO SARLINO implanté 63 RUE GOSSET 51055 REIMS CEDEX 51100 Reims. L'inspection a été annoncée le 13/06/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite d'inspection entre dans le cadre des actions de prévention contre la sécheresse.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- FORBO SARLINO
- 63 RUE GOSSET 51055 REIMS CEDEX 51100 Reims
- Code AIOT : 0005701489
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Forbo Sarlino est spécialisée dans la fabrication de revêtements de sols PVC et textiles. Le site emploie environ 300 personnes.

Au titre des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE), l'exploitation a été autorisée par arrêté préfectoral en date du 04/04/2004 (2004-A-19-IC), et est réglementée par les arrêtés préfectoraux complémentaires en dates du 03/08/2006 (2006-APC-102-IC) et du 19/08/2009

(2009-APC-116-IC). Le site est soumis à autorisation pour 8 rubriques et à déclaration pour 7 rubriques de la nomenclature ICPE.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Prélèvement, consommation et rejets d'effluents aqueux

Cette visite a été réalisée dans le cadre de la Mission Inter-Services de l'Eau et de la Nature (MISEN) ayant des compétences au service d'une gestion équilibrée et durable de l'eau et de la Nature. Cette mission regroupe plusieurs services de l'Etat dont la DDT qui a participé à cette inspection.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
4	Qualités des effluents rejetés	Arrêté Préfectoral du 04/02/2004, article 3.5	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Prélèvements et consommation d'eau	Arrêté Préfectoral du 04/02/2004, article 3.1	/	Sans objet
2	Type d'effluents liquides	Arrêté Préfectoral du 04/02/2004, article 3.2	/	Sans objet
3	Collecte des rejets	Arrêté Préfectoral du 04/02/2004, article 3.3	/	Sans objet
5	Point(s) de rejet des eaux	Arrêté Préfectoral du 04/02/2004, article 3.4	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant mène depuis 2018 des actions afin de réduire ses prélèvements en eau et cela porte ses fruits puisqu'une baisse de 24% de la consommation d'eau a été constatée malgré une production en forte hausse en 2022.

Des difficultés sont rencontrées pour respecter les valeurs limites d'émissions en DCO (Demande Chimique en Oxygène) en sortie de station de traitement mais également pour respecter le rendement de 90% imposé pour cette station sur les paramètres DCO, DBO5 (Demande Biologique en Oxygène) et azote global sur 2022. Ainsi l'inspection propose à monsieur le préfet de rappeler à l'exploitant ses obligations réglementaires par lettre de suite préfectorale. Il faut cependant modérer ces constats du fait du rejet des effluents dans le réseau d'eau communal traités par la station d'épuration de la ville de Reims.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Prélèvements et consommation d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/02/2004, article 3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvements et consommation d'eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter la consommation d'eau. Notamment la réfrigération en circuit ouvert est interdite. La quantité maximale annuelle d'eau prélevée dans le milieu naturel est limitée à 30 000 m ³ et ce pour un débit instantané maximal de 60 m ³ /h. Cette limitation ne s'applique pas au réseau d'incendie. Le point de prélèvement d'eau autorisé dans le milieu naturel est 1 forage [...] Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé journalièrement. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées, l'état de ses consommations annuelles d'eau et ses projets concernant leur réduction pour les principales fabrications ou groupes de fabrications. Lors des raccordements sur le réseau public ou sur le forage en nappe, l'ouvrage doit être équipé d'un dispositif de disconnexion. Ce dispositif doit être vérifié tous les 2 ans. [...]
Constats : Un forage déclaré est présent sur l'installation, il dispose d'un compteur relevé mensuellement mais également d'une estimation journalière du volume d'eau consommé à partir du temps de fonctionnement de la pompe et de son débit. Les consommations d'eau sur l'établissement ont diminué de 24 % depuis 2018 pour s'établir à environ 10 000 m ³ en 2022. Des dispositifs de disconnection sont présents sur les arrivées en eau de ville (eau sanitaire, eau process et eau incendie) qui sont au nombre de 3 mais pas sur le forage car celui-ci alimente un réservoir par le haut et il n'y a donc pas de risque de retour vers le forage. L'exploitant a fourni les derniers contrôles réalisés sur les 3 disconnecteurs en date du 27/01/22. Ceux-ci sont conformes. L'établissement est donc conforme sur ce point de contrôle.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Type d'effluents liquides

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/02/2004, article 3.2
Thème(s) : Risques chroniques, Séparateur hydrocarbures
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] Les eaux pluviales : elles comprennent les eaux de toiture, de voiries, de parking. Le ruissellement des eaux pluviales sur les toitures, aires de stockage, voie de circulation, pour la partie Nord-Ouest, transitent dans un bassin d'orage de 800 m ³ , et sont dirigées ensuite vers un séparateur à hydrocarbures avant rejet dans le réseau eaux pluviales de la ville. [...]
Constats : Un séparateur hydrocarbures est présent en aval du bassin de récupération des eaux de

pluie de 800 m ³ Pour la partie Nord-Ouest. Il a fait l'objet d'un entretien en date du 9 juin 2022. L'inspection n'a pas de remarque sur ce point.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Collecte des rejets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/02/2004, article 3.3
Thème(s) : Risques chroniques, Plan des réseaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le réseau de collecte des effluents liquides sépare les eaux pluviales (et les eaux non susceptibles d'être polluées) des diverses catégories d'eaux polluées. Un plan du réseau de collecte, faisant apparaître les secteurs collectés, les points de branchement, les regards, avaloirs, vannes manuelles et automatiques, les installations d'épuration, les points de rejets des eaux de toutes origines, est établi et régulièrement tenu à jour. Il est tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours. [...]
Constats : Le plan des réseaux de collecte est à jour. Il fait apparaître les différents effluents collectés (eaux d'incendie, eaux pluviales, eaux usées, eaux de lavage) mais également les points de rejets, les regards, etc. L'inspection n'a pas de remarque sur ce point.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Qualités des effluents rejetés

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/02/2004, article 3.5
Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites d'émissions
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les effluents doivent être exempts : <ul style="list-style-type: none"> • de matières flottantes, • de produits dangereux dans des concentrations telles qu'ils soient susceptibles de dégager en égout ou dans le milieu naturel directement ou indirectement, après mélange avec d'autres effluents, des gaz ou vapeurs toxiques ou inflammables, • de tous produits susceptibles de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, après mélange avec d'autres effluents, seraient susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages, La température des effluents rejetés doit être inférieure à 30°C et leur pH doit être compris entre 5.5 et 9.5 s'il y a neutralisation chimique. [...] Eaux résiduelles industrielles : eaux usées et de process - débit journalier maximal : 200 m ³ /j (250 m ³ /j de façon transitoire jusqu'au 31 décembre 2003 au plus tard) - moyenne mensuelle du volume journalier X : 160 m ³ /j (X base de calcul du flux journalier)

Tableau des VLE
<p>Constats : En 2022, pendant les périodes de fonctionnement, le débit moyen journalier des eaux résiduaires industrielles rejetées est de l'ordre des 60 m³/j, le pH en moyenne de 7,6 et la température entre 15 et 29 °C.</p> <p>Des dépassements sont constatés principalement sur le paramètre DCO. L'exploitant explique ces dépassements du fait de la grande contribution des eaux de lavage provenant de la ligne latex pour lesquelles il rencontre des difficultés à abattre ce paramètre.</p> <p>De plus le rendement d'épuration des eaux résiduaires rejetées (90%) n'est pas respecté pour les paramètres DCO, DBO5 et azote global sur 2022.</p> <p>Il est à noter cependant que ces eaux résiduelles sont rejetées dans le réseau communal, rejets qui font l'objet d'une convention avec la ville de Reims et qui sont envoyés en station d'épuration urbaine.</p> <p>L'inspection propose donc à monsieur le préfet de la Marne, au regard de ces constats, de rappeler à l'exploitant ses obligations réglementaires par lettre de suite préfectorale du fait de l'enjeu limité lié à ces rejets. L'exploitant proposera sous 1 mois un plan d'actions à l'inspection visant à rétablir la conformité pour ne plus dépasser la VLE en DCO ainsi que pour atteindre le rendement d'épuration escompté pour les paramètres cités ci-avant. Ce plan d'actions visera un retour à la conformité au plus sous un délai de 6 mois.</p>
<p>Observations : Le cadre GIDAF de l'établissement n'est pas à jour et ne correspond pas intégralement aux exigences réglementaires actuellement imposées à l'exploitant (il n'y a par exemple pas de VLE fixées en concentration pour les paramètres listés, uniquement des VLE en flux, etc.). L'exploitant réalisera un bilan du suivi GIDAF et reviendra vers l'inspection avec des propositions de modifications le cas échéant. Dès lors, l'inspection informera l'exploitant lors de la mise à jour de l'outil.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Point(s) de rejet des eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/02/2004, article 3.4
Thème(s) : Risques chroniques, Points de rejets et prélèvements
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les rejets à l'extérieur de l'établissement s'effectuent aux points suivants :</p> <p>1 pour les eaux industrielles situé rue Gosset</p> <p>2 pour les eaux pluviales : rue Gosset et rue Léon Faucher</p> <p>[...]</p> <p>Sur chaque canalisation de rejet d'effluents doivent être prévus un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant,...).</p>
<p>Constats : Par sondage, l'inspection s'est focalisée sur le point de prélèvement d'échantillons pour les eaux usées. L'établissement est équipé d'un préleveur automatique réfrigéré qui réalise des échantillons sur 24h. Ces échantillons sont ensuite conservés pour envoi en analyse.</p> <p>L'inspection n'a pas de remarque sur ce point.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet